

Un attentat contre une église au Caire réveille la colère des coptes

Trois jours de deuil national ont été décrétés après une attaque qui a fait au moins 25 morts

Plusieurs centaines de paroissiens coptes orthodoxes célébraient la messe, dimanche 11 décembre, à dix heures du matin, lors d'une déflagration à l'intérieur de l'église de Saint-Pierre-et-Saint-Paul au Caire, mitoyenne de la cathédrale Saint-Marc, siège du patriarcat de cette Église orthodoxe nationale, dirigée par le pape Tawadros II.

«L'explosion s'est produite au moment où le prêtre nous appelait à nous préparer à la prière», a raconté un fidèle, Emad Choukry, à l'agence France Presse. Selon une source de sécurité, un engin explosif de douzaine de kilogrammes de TNT a été déposé à l'intérieur de la partie réservée aux femmes. «L'explosion a ébranlé les murs, de la poussière a recouvert la nef et j'ai essayé de rejoindre la porte même si je ne voyais rien. J'ai aussi à partir au milieu des cris. Il y avait beaucoup de monde par terre», a ajouté ce témoin.

Au moins 25 personnes ont été tuées et 49 autres blessées, dont une majorité de femmes et des enfants, selon un bilan provisoire du ministère de la Santé. L'attaque n'a pas été revendiquée à ce

stade. Elle est la plus meurtrière perpétrée depuis 2011 contre la minorité chrétienne d'Égypte, qui compose près de 10 % des 92 millions d'Égyptiens.

Le président Abdel Fattah el-Sissi a décrété un deuil national de trois jours. Dans un communiqué, il a promis que ce «crime lâche» ne resterait pas impuni et a appelé musulmans et chrétiens à l'unité dans la guerre contre le terrorisme. Le cheikh d'Al-Azhar, Ahmed Al-Tayeb, la plus haute institution de l'islam sunnite en Égypte, a dénoncé un acte «infâme». Des responsables religieux et politiques du monde entier se sont joints à ces condamnations et appels à l'unité, dont le président François Hollande, qui a condamné un «attentat ignoble».

Désarroi croissant

Les déclarations des autorités égyptiennes n'ont pas apaisé la colère de quelques centaines de chrétiens égyptiens réunis devant la cathédrale Saint-Marc pour dénoncer l'incapacité du gouvernement à assurer leur sécurité.

Les manifestants ont entonné des slogans appelant à la chute du régime et à la démission du mi-

à une vague de représailles de la part d'islamistes radicaux qui ont attaqué des églises et des propriétés chrétiennes.

L'espoir placé par les chrétiens dans le président Sissi s'est depuis érodé. Les messages de solidarité et d'unité que leur a témoignés le chef de l'État ne se sont pas traduits par une amélioration de leurs droits en matière religieuse ou d'emploi, ni de leur sécurité.

Les autorités égyptiennes se sont jusqu'à présent révélées incapables de mater l'insurrection djihadiste dans la péninsule du Sinaï, où les coptes sont régulièrement la cible de l'organisation État islamique (EI), et de faire cesser les attaques contre des églises et des propriétés chrétiennes dans les zones rurales au sud du Caire et en Haute-Égypte.

Depuis l'été 2013, au moins 42 églises ont été attaquées, dont 37 incendiées ou endommagées, ainsi que des dizaines d'écoles, de maisons et de commerces appartenant à des coptes, selon l'organisation Human Rights Watch. «Il y a une colère croissante au sein de la communauté copte à cause de l'impunité et du manque de justice et d'État de droit. Dans la majorité des incidents, le gouvernement a eu recours à des séances de réconciliation et personne n'a été traduit en justice», explique Mima Thabet.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière perpétrée depuis 2011 contre la minorité chrétienne d'Égypte

spécialiste des minorités religieuses à la Commission égyptienne pour les droits et les libertés. L'activiste critique par ailleurs «un dispositif sécuritaire insuffisant autour des institutions chrétiennes», surtout destiné à «surveiller les chrétiens et la construction d'églises, plutôt qu'à les protéger».

Crise économique

L'attentat, qui coïncide avec la fête nationale marquant la naissance du prophète Mahomet, est un nouveau coup dur pour le gouvernement égyptien, confronté à une vague de violence terroriste émanant de groupes aux revendications disparates.

Amputée des revenus du tourisme, l'Égypte s'enfonce dans une grave crise économique qui génère une grogne sociale croissante. Sur les réseaux sociaux, l'annonce de l'attaque a déclenché la liesse de sympathisants de l'EI. La confrérie des Frères musulmans, classée organisation terroriste par les autorités égyptiennes, s'est en revanche empressée de condamner l'attentat, qu'elle a attribué au gouvernement.

Dans un communiqué diffusé sur la messagerie cryptée Telegram, le groupuscule Hasm («détermination» en arabe) a également nié toute implication dans l'attaque, précisant ne pas viser les femmes, les enfants, ou les croyants. Ce groupe, présenté par les autorités égyptiennes comme une émanation des Frères musulmans, avait revendiqué l'attaque à la bombe qui a tué six policiers, vendredi, au Caire. Actif depuis l'été, il a déjà revendiqué plusieurs attaques contre les représentants des forces de sécurité et de la justice, ainsi qu'une tentative d'assassinat contre l'ancien grand mufti d'Égypte, Ali Gomaa. ■

HÉLÈNE SALLON

LES DATES

2011

1^{er} janvier Un attentat non revendiqué fait 23 morts à la sortie d'une église copte après la messe du Nouvel An, à Alexandrie.

Mars Treize personnes sont tuées lors d'affrontements entre musulmans et coptes dans le quartier de Mokattam, au Caire. Deux mois plus tard, de nouveaux affrontements font 15 morts et plus de 200 blessés dans le quartier d'Imbaba.

Octobre Vingt-sept personnes sont tuées dans la capitale égyptienne dans la répression par l'armée d'une manifestation de coptes contre l'incendie d'une église

2013

14 au 17 août Quarante-deux églises, des dizaines d'institutions chrétiennes et de propriétés privées sont attaquées en représailles à la dispersion violente par l'armée des sit-in des partisans du président islamiste Mohamed Morsi. Depuis, une quarantaine d'églises ont été attaquées, ainsi que des dizaines d'écoles, de maisons et de commerces appartenant à des coptes, selon Human Rights Watch.